

17.1 Production et valeur ajoutée agricoles

Selon les comptes prévisionnels, en 2017, la valeur de la **production** de la **branche agricole** se redresse (+ 2,4 %) du fait des volumes produits, sans compenser sa chute de 2016 (- 6,6 %). La valeur de la production animale se raffermi nettement, tandis que celle de la production végétale évolue peu. Pour cette dernière, le redressement du volume est en effet contrebalancé par le recul des prix.

La production végétale, mesurée en volume, s'oriente à la hausse en 2017 pour la première fois depuis trois ans (+ 4,9 %, après - 8,9 %). La récolte de céréales se redresse fortement, après une année 2016 catastrophique. En effet, les conditions climatiques ont été favorables aux rendements, tandis que les surfaces évoluent peu globalement. La progression est également très marquée pour les oléagineux avec une récolte historique pour le colza et le tournesol, en dépit de moindres superficies. La suppression des quotas de betteraves au 1^{er} octobre 2017 a entraîné une augmentation sensible de leur surface cultivée. La production de vin est en net recul, du fait notamment du gel de printemps (- 12,2 %). Le prix de la production végétale (hors **subventions** sur les produits) repart à la baisse. L'essentiel de cette diminution s'explique par celle des légumes et des pommes de terre. En effet, le prix de la pomme de terre, traditionnellement soumis à de fortes variations annuelles, s'effondre (- 40,0 %) du fait d'une offre en forte hausse. Celui des légumes diminue également nettement. À l'inverse, le prix du vin se renchérit.

La production animale poursuit son repli en volume (- 1,3 %). Pour les gros bovins, elle est en retrait par rapport au niveau élevé de 2016. Pour les porcins, elle recule de 3,0 %, du fait de la réduction du cheptel entamée fin 2016. À l'inverse, la production d'œufs progresse et la collecte de lait reste stable. Le prix de la production animale (hors subventions) se redresse pour la première fois en quatre ans (+ 7,3 %). Celui du porc continue à se raffermir sur la lancée de 2016, malgré un repli à partir de mai. Le prix du lait s'oriente nettement à la hausse (+ 14,0 %), à la faveur d'une demande dynamique et d'une production en recul au niveau mondial depuis la mi-2016. De ce fait, la tendance s'inverse après deux années consécutives de baisse ; toutefois, les prix de 2017 resteraient inférieurs à ceux de 2014. La hausse du prix des œufs au premier semestre s'accélérerait en fin d'année, en raison de la crise du fipronil (+ 19,0 % en moyenne annuelle).

En 2017, les charges des agriculteurs se réduisent pour la 4^e année consécutive. Cette évolution favorable vient s'ajouter à la hausse de la valeur de la production.

Par conséquent, la valeur ajoutée de la branche agricole se raffermirait nettement. L'emploi agricole continue par ailleurs à décroître. Au total, d'après les estimations du compte prévisionnel de l'agriculture, la **valeur ajoutée brute au coût des facteurs** par actif augmenterait de 7,7 % en 2017 **en termes réels**, après une baisse de 8,4 % en 2016. ■

Définitions

Branche agricole : regroupement de toutes les unités d'activité économique qui exercent les activités suivantes : culture de végétaux (y compris maraîchage et horticulture), élevage d'animaux, activités de travaux agricoles à façon, chasse et activités annexes. Outre les exploitations agricoles, les unités caractéristiques de la branche comprennent les groupements de producteurs (coopératives) produisant du vin et de l'huile d'olive et les unités spécialisées qui fournissent des machines, du matériel et du personnel pour l'exécution de travaux agricoles à façon.

Appellations d'origine (AOP et AOC), évolution en termes réels, indication géographique protégée (IGP), production au prix de base, subventions à l'agriculture, valeur ajoutée brute au coût des facteurs de la branche agricole : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Les comptes prévisionnels de l'agriculture pour 2017 », *Insee Première* n° 1680, décembre 2017.
- « Résultats économiques des exploitations en 2016 – Une année difficile pour les grandes cultures », *Agreste Primeur* n° 348, décembre 2017.
- « L'agriculture en 2016 », *Insee Première* n° 1656, juillet 2017.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Production et valeur ajoutée agricoles 17.1

Production végétale et effectifs d'animaux

	1990	2000 (r)	2010	2016 (p)
Production végétale (en millions de tonnes)				
Céréales	55,1	65,6	65,5	54,2
dont : blé tendre	31,4	35,7	35,5	27,6
blé dur	2,0	1,7	2,5	1,7
maïs (grain et semence)	9,4	16,0	14,1	11,9
Oléagineux	4,6	5,5	6,6	6,3
Protéagineux	3,7	2,1	1,6	0,8
Pommes de terre	4,7	6,5	6,6	7,0
Effectifs animaux (en millions de têtes)				
Bovins	21,4	21,3	19,6	19,4
Porcins	12,3	15,1	14,3	12,7
Ovins	11,4	9,6	8,0	7,0
Caprins	1,2	1,3	1,4	1,3
Gallus ¹	198,4	205,3	222,0	240,9

1. Gallus : poules pondeuses d'œufs à couvrir et d'œufs de consommation, poulettes, poulets de chair.

Champ : France métropolitaine pour les années 1990 et 2000.

Source : SSP, Agreste.

Production de vin, jus et moûts

	2015 (r)	2016 (p)	16/15 en %
Superficie de production (en milliers d'hectares)			
Récolte AOP ¹	517,7	519,0	0,3
AOP hors VDN ²	434,5	435,3	0,2
VDN en AOP	7,8	7,9	1,6
Vin pour eaux-de-vie AOP	75,4	75,7	0,4
Vin IGP ³	192,3	193,6	0,7
Autres vins ⁴	36,9	33,8	-8,2
Total vins	746,9	746,5	-0,1
Production de vin (en millions d'hectolitres)			
Récolte AOP ¹	31,0	28,7	-7,4
AOP hors VDN ²	21,4	20,8	-2,4
VDN en AOP	0,2	0,1	-14,2
Vin pour eaux-de-vie AOP	9,5	7,7	-18,5
Vin IGP ³	13,2	12,8	-3,1
Autres vins ⁴	3,7	4,0	7,1
Total vins	47,9	45,5	-5,1

1. Appellation d'origine protégée.

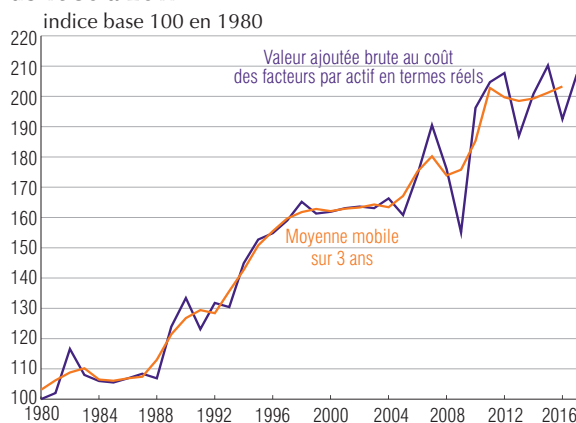
2. Vins doux naturels : vins de liqueur remplissant certaines conditions particulières.

3. Indication géographique protégée.

4. Comprend la récolte en AOP/IGP non commercialisée en vin et la récolte pour vins sans IG.

Source : SSP, Agreste.

Évolution de la valeur ajoutée brute au coût des facteurs par actif de la branche agricole de 1980 à 2017



Note : données arrêtées en novembre 2017.

Source : Insee, comptes prévisionnels de l'agriculture - base 2010.

Production et valeur ajoutée de l'agriculture

	2017 en Md€	17/16 en %		
		Volume	Prix	Valeur
Production hors subventions	71,1	2,4	0,0	2,4
Produits végétaux	40,3	4,9	-4,4	0,3
Céréales	9,7	26,4	-1,1	25,0
Oléagineux, protéagineux	2,8	18,5	-2,5	15,5
Betteraves industrielles	0,8	23,0	-18,0	0,9
Autres plantes industrielles ¹	0,6	0,1	4,7	4,8
Fruits, légumes, pommes de terre	7,7	6,5	-16,1	-10,7
Vins	10,4	-12,2	3,4	-9,2
Fourrages, plantes, fleurs	8,3	1,5	-4,1	-2,7
Produits animaux	26,2	-1,3	7,3	5,9
Bétail ²	11,3	-2,2	3,4	1,1
Volailles, œufs	4,7	-1,4	5,1	3,7
Lait et autres produits de l'élevage	10,2	-0,3	13,2	12,8
Services³	4,6	0,0	1,0	1,0
Subventions sur les produits	1,2	0,6	-0,9	-0,3
Production au prix de base	72,3	2,3	0,0	2,3
Consommations intermédiaires	42,8	-0,5	-1,8	-2,3
dont achats	36,3	-1,1	-1,0	-2,1
Valeur ajoutée brute	29,5	7,0	2,7	9,8
Consommation de capital fixe	10,6	-0,5	1,7	1,2
Valeur ajoutée nette	18,9	11,8	3,2	15,4

1. Tabac, lin textile, houblon, canne à sucre, etc.

2. Bovins, porcins, ovins, caprins, équidés.

3. Production des entreprises de travaux agricoles, des coopératives d'utilisation de matériel agricole, services entre agriculteurs, agritourisme, etc.

Note : données arrêtées en novembre 2017.

Source : Insee, comptes prévisionnels de l'agriculture - base 2010.

Production agricole de l'UE

	en millions d'euros					
	Production ¹ végétale			Production ¹ animale		
	2010	2016	16/15 en %	2010	2016	16/15 en %
Allemagne	25 440	25 664	0,9	23 235	23 937	-0,8
Autriche	2 784	2 918	3,1	2 922	3 197	-1,1
Belgique	3 619	3 625	-0,2	4 061	4 274	-1,9
Bulgarie	2 153	2 677	1,9	1 081	990	-4,9
Chypre	324	254	-12,3	330	399	12,4
Croatie	1 707	1 275	7,5	1 042	749	0,0
Danemark	3 474	3 015	-19,1	5 626	6 075	5,3
Espagne	25 028	29 439	8,3	13 797	16 951	1,3
Estonie	275	319	-31,9	321	349	-4,3
Finlande	1 386	1 370	-1,5	2 257	2 294	1,1
France	39 164	38 913	-8,6	23 151	24 906	-4,2
Grèce	6 803	6 811	-4,4	2 759	2 676	-3,7
Hongrie	3 476	5 015	7,1	2 178	2 693	-2,4
Irlande	1 670	1 770	1,5	3 833	5 288	-0,3
Italie	26 699	29 296	-6,0	14 358	14 965	-4,6
Lettonie	475	705	-10,4	383	456	-6,8
Lituanie	1 063	1 632	-9,4	811	837	-3,0
Luxembourg	141	171	0,8	165	201	1,4
Malte	50	52	-4,5	69	68	0,0
Pays-Bas	12 632	13 455	1,1	9 384	10 332	1,9
Pologne	10 010	10 546	2,1	9 148	11 281	-0,9
Portugal	3 582	3 973	-0,6	2 557	2 631	-5,7
Rép. tchèque	2 252	2 952	7,6	1 617	1 683	-1,2
Roumanie	10 324	10 056	2,6	3 636	3 780	-6,0
Royaume-Uni	8 624	9 931	-15,6	12 879	15 163	-14,1
Slovaquie	868	1 364	21,1	805	787	2,6
Slovénie	586	676	-6,7	497	528	-0,7
Suède	2 314	2 606	-6,4	2 408	2 678	0,7
UE	196 923	210 480	-2,3	145 309	160 168	-2,8

1. Production au prix de base.

Source : Eurostat (extraction le 18 décembre 2017).

Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France).

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard

Les clés des Tableaux de l'économie française

Numéro du thème
et de la double page

11.4 Prix à la consommation

Les mots en gras et
en couleur sont
définis plus bas ou
dans la rubrique
« Définitions »
en annexes

Une présentation
synthétique sur
chaque double-
page

Des définitions pour
comprendre les concepts
clés de la double page
Toutes les définitions
sont regroupées dans la
rubrique « Définitions »
en annexes

Des publications
téléchargeables
gratuitement pour
approfondir le sujet
Adresses des sites
Internet à retrouver dans
la rubrique « Adresses
utiles » en annexes

Faible, voire négatif au premier semestre 2016, le taux d'inflation mesuré par la variation sur un an de l'**indice des prix à la consommation (IPC)** augmente progressivement au second semestre pour atteindre + 0,6 % fin 2016. Mesuré à partir de l'**indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)**, il suit le même mouvement en France que dans l'ensemble de la zone euro. *A contrario*, l'indicateur d'**inflation sous-jacente**, qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice des prix à la consommation (énergie, produits frais et mesures fiscales), ralentit au cours de l'année passant de + 0,9 % en janvier 2016 à + 0,5 % fin 2016.

En moyenne sur l'année, les prix à la consommation augmentent légèrement entre 2015 et 2016 (+ 0,2 %), après une stabilité entre 2014 et 2015. Cette faible accélération reflète des mouvements différents selon les produits. Les prix de l'énergie et, dans une moindre mesure, des produits manufacturés reculent en moyenne moins qu'en 2015. Ceux des produits alimentaires accélèrent un peu. En revanche, le ralentissement des prix des services limite le regain d'inflation.

La baisse en moyenne des prix des produits pétroliers en 2016 cache une remontée progressive des prix au cours de l'année dans le sillage du cours du pétrole (+ 7,5 % sur un an fin 2016). Cette hausse est plus marquée pour les combustibles liquides (+ 14,1 % sur un an fin 2016) que pour les carburants (+ 8,7 % pour le gazole, + 3,6 % pour l'essence, fin 2016), du fait des écarts de

taxation sur ces produits. En revanche, les prix du gaz, qui répercutent avec retard les évolutions du pétrole, se contractent encore (- 2,2 % fin 2016). Les prix de l'électricité poursuivent leur hausse (+ 1,8 %).

En 2016, les prix des produits manufacturés baissent encore (- 0,5 % en moyenne, après - 0,9 % en 2015). Les prix des articles d'habillement et de chaussures se redressent légèrement (+ 0,2 %, après - 0,9 %). Le recul, moins prononcé qu'en 2015, des prix des produits de santé se poursuit. Enfin, les prix des autres produits manufacturés diminuent faiblement (- 0,1 % en moyenne en 2016, après - 0,3 % en 2015).

En 2016, les prix des produits alimentaires (y compris boissons non alcoolisées) augmentent en moyenne de 0,6 %, à peine plus vite qu'en 2015 (+ 0,5 %). Les prix des produits alimentaires hors produits frais rebondissent légèrement (+ 0,1 %, après - 0,2 % l'année précédente), tandis que ceux des produits frais ralentissent.

Les prix des services décélèrent en 2016 (+ 1,0 % en moyenne, après + 1,3 % en 2015), du fait principalement du repli des services de transport (- 1,5 %). Les prix des loyers, indexés sur les évolutions passées de l'inflation, ralentissent en 2016, comme chaque année depuis 2006, à l'exception de 2012. Les hausses des services de santé sont restées contenues. En revanche, les prix des services de communication accélèrent (+ 2,3 % en moyenne, après + 1,8 %). ■

Définitions

Indice des prix à la consommation (IPC) : instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au *Journal Officiel*. L'indice des prix hors tabac sert à indexer de nombreux contrats privés, des pensions alimentaires, des rentes viagères et aussi à revaloriser le Smic. L'indice retenu pour le Smic est celui des « ménages du 1^{er} quintile de la distribution des niveaux de vie, hors tabac ». Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, inflation sous-jacente : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Une inflation modérée depuis le passage à l'euro », *Insee Focus* n° 87, mai 2017.
- « Indice des prix à la consommation – Moyennes annuelles 2016 », *Informations rapides* n° 9, Insee, janvier 2017.
- « 2016 – Les niveaux des prix ont varié quasiment du simple au triple parmi les États membres de l'UE », *communiqué de presse* n° 95, Eurostat, juin 2017.
- Séries chronologiques (www.insee.fr).

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Une orientation vers le site www.insee.fr sur lequel vous trouverez l'ouvrage en ligne ainsi que les données mises à jour au fur et à mesure de leur disponibilité en attendant la prochaine édition papier

Titre de la double-page

Prix à la consommation 11.4

Évolution de l'indice des prix à la consommation par fonction de consommation en 2016

en %

Unité

Fonction de consommation	Pondération ¹			Évolution 16/15			
	2016	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²	2016	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²	
Ensemble (y c. tabac)	10 000	0,2	0,6				
Ensemble (hors tabac)	9 805	0,2	0,6				
Alimentation, boissons non alcoolisées	1 425	0,6	0,7	Transport	1 479	-1,0	1,8
Produits alimentaires	1 301	0,7	0,8	Achats de véhicules	363	-0,1	-0,8
Boissons non alcoolisées	124	-0,6	0,0	Utilisation de véhicules personnels	831	-1,2	3,2
Boissons alcoolisées et tabac	385	0,5	0,3	Services de transport	285	-1,5	0,9
Boissons alcoolisées	190	0,8	0,6	Communications	288	0,7	0,6
Tabac	195	0,1	0,1	Services postaux	16	3,8	3,8
Habillement et chaussures	429	0,2	0,0	Matériel de téléphonie et de télécopie	43	-9,2	-9,7
Habillement	340	0,5	0,1	Services de téléphonie et de télécopie	229	1,9	2,2
Chaussures y c. réparation	89	-1,0	-0,3	Loisirs et culture	897	1,0	-0,2
Logement, chauffage, éclairage	1 399	-0,1	1,1	Équipements audio-visuels, photo et informatiques	148	-2,7	-3,7
Loyers d'habitation	622	0,3	0,3	Autres biens durables (loisirs)	42	10,0	-1,9
Entretien et réparation courante du log.	174	1,1	1,3	Autres articles et équip. de loisirs	244	1,0	-0,3
Outillage pour la maison et le jardin	157	1,0	1,1	Services récréatifs et culturels	305	0,1	0,6
Chauffage, éclairage	446	-1,5	2,2	Presse, livres et papeterie	140	2,3	2,2
Meubles, équip. ménager, entretien maison	537	-0,1	-0,7	Voyages touristiques tout compris	18	10,4	3,5
Meubles, tapis, revêtements de sol	155	0,1	-1,0	Éducation	4	1,3	1,6
Articles de ménage en textile	38	1,0	0,9	Hôtellerie, cafés, restaurants	733	1,7	1,8
Appareils ménagers	89	-1,2	-1,9	Restauration et cafés	570	1,6	1,8
Verrerie, vaisselle, ustensiles de ménage	70	0,6	-0,3	Services d'hébergement	163	2,3	1,8
Outillage pour la maison et le jardin	52	0,3	-0,2	Autres biens et services	1 331	1,0	0,9
Entretien courant de l'habitation	133	-0,5	-0,4	Soins personnels	282	0,0	0,2
Santé	1 093	-1,2	-1,2	Effets personnels (non définis ailleurs)	116	1,5	1,7
Médicaments et produits pharmaceutiques	495	-2,9	-2,4	Protection sociale	482	2,1	0,9
Médecine non hospitalière	598	0,2	-0,2	Assurances	289	1,1	1,3
				Services financiers	38	2,4	2,7
				Autres services	124	0,3	0,3

Champ, source, notes de lecture, précisions sur les données en bas de chaque tableau ou graphique

1. Les pondérations de l'indice sont calculées chaque année à partir de la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale.

2. Évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.

Note : base 100 en 2015.

Champ : France hors Mayotte, ensemble des ménages.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Quelques hausses et baisses de prix en 2016

glissement annuel de déc. à déc. en %

Hausses	16/15	Baisses	16/15
Combustibles liquides	+ 14,1	Matériel de téléphonie et de télécopie	- 9,7
Légumes frais, hors pommes de terre et autres tubercules	+ 11,7	Appareils d'enregistrement et de reproduction du son et de l'image	- 6,0
Gazole	+ 8,7	Ordinateurs personnels	- 5,4
Poissons frais	+ 6,5	Supports d'enregistrement	- 5,3
Service de téléphonie mobile	+ 6,2	Jeux et passe-temps	- 5,1
Services d'expédition de courrier	+ 5,2	Pneumatiques	- 4,9
Journaux	+ 5,0	Farines et autres céréales	- 4,4
Poissons et fruits de mer	+ 4,5	Appareils de transformation d'aliments	- 3,9
Centres de vacances, camping, auberges de jeunesse	+ 4,2	Produits pharmaceutiques	- 3,0
Transport aérien intérieur de passagers	+ 3,9	Appareils de cuisson	- 2,9

Note : évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.

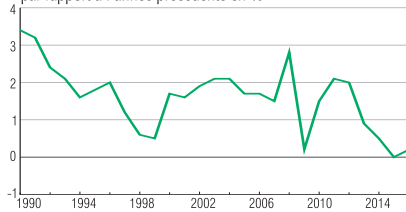
Champ : France hors Mayotte.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des tableaux concernant la France y compris les DOM sauf indication contraire

Évolution de l'indice des prix à la consommation de 1990 à 2016

par rapport à l'année précédente en %



Note : la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est l'évolution de l'indice moyen annuel. L'indice est la moyenne arithmétique des 12 indices mensuels.

Champ : France hors Mayotte.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des graphiques d'illustration

Évolution des indices des prix à la consommation harmonisés dans la zone euro et dans l'UE en 2016

glissement annuel de déc. à déc. en %

	16/15	16/15	
Allemagne	1,7	Lettonie	2,1
Autriche	1,6	Lituanie	2,0
Belgique	2,2	Luxembourg	1,6
Chypre	0,1	Malte	1,0
Espagne	1,4	Pays-Bas	0,7
Estonie	2,4	Portugal	0,9
Finlande	1,1	Slovaquie	0,2
France	0,8	Slovénie	0,6
Grèce	0,3	Zone euro	1,1
Irlande	-0,2	UE	1,2
Italie	0,5		

Note : évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.

Source : Eurostat (extraction du 8 juin 2017).

Des données de cadrage européennes ou mondiales